

Groupe andin

Bien que l'économie vénézuélienne ait souffert de stagnation pendant l'année financière 1985-1986 et d'une baisse rapide des prix du pétrole, les relations entre nos deux pays ont été marquées par de nombreuses visites de hauts fonctionnaires et la tenue au Canada de la deuxième réunion du Comité consultatif mixte Canada-Venezuela. En raison de sa participation active aux affaires internationales, y compris de son adhésion aux groupes de Contadora et de Cartagène ainsi qu'à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela a continué d'être un important interlocuteur du Canada. Il est demeuré le principal fournisseur de pétrole du Canada, tandis que le commerce bilatéral global a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, passant à 1,4 milliard de dollars. Le Venezuela a attiré un nombre croissant de touristes canadiens pendant cette période.

Au Pérou, la victoire historique de l'Action populaire révolutionnaire américaine (APRA) aux élections générales a conduit à l'assermentation d'Alan Garcia comme président, le 28 juillet 1985. C'était la première fois en 40 ans qu'un gouvernement élu démocratiquement succédait à un autre. Le président Garcia a misé sur l'extraordinaire popularité de son gouvernement pour instituer une réforme sociale et un plan strict de stabilisation de l'économie. Il a également adopté une attitude résolue en matière de politique étrangère, pris des initiatives pour faire baisser les tensions avec ses voisins et promouvoir le désarmement régional et choisi une position controversée en ce qui a trait à la dette extérieure du Pérou. Le premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Pérou, Luis Alva Castro, a visité le Canada en février 1986, en vue de discuter de questions économiques et politiques. Le commerce entre les deux pays a connu pendant cette période une baisse, due principalement à la grave crise économique que traverse le Pérou.

En Bolivie, le président Victor Paz Estenssoro, dont c'est la troisième fois au pouvoir, a été choisi par le Congrès pour succéder au président Siles Zuazo, après des élections générales non concluantes. Confronté à des problèmes chroniques d'ordre économique et social, le Président Paz a imposé un programme d'austérité pour enrayer le déclin économique. Cependant, malgré qu'il ait réussi à ralentir quelque peu l'inflation galopante, le pays demeure aux prises avec de graves problèmes économiques, qui ont été accentués par l'effondrement des prix de l'étain.

En Équateur, le président Febres Cordero a raffermi l'influence de son gouvernement au Congrès, après des mois de querelles politiques et constitutionnelles. Une politique de libre-échange et une modeste croissance économique qui se maintient rendent les perspectives économiques plus encourageantes. Cependant, la baisse du prix du pétrole au début de 1986 a porté un dur coup aux perspectives de croissance économique de l'Équateur pour 1986.

En Colombie, le gouvernement du président Betancur a continué de jouer un rôle actif dans les affaires de l'hémisphère, en particulier au sein du processus de Contadora et dans ses efforts en vue de réformer l'Organisation des États américains (OEA). Bien que l'Organisation de guérilla des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ait continué à respecter la trêve convenue avec le gouvernement, le processus de paix, qui est le fondement de la politique intérieure du président Betancur, a subi un grave revers en raison de l'augmentation

des activités du Mouvement du 19 avril (le M-19). La prise du Palais de justice, en octobre 1985, et son issue sanglante ont choqué le pays qui, peu de temps après, a été frappé par l'éruption tragique du volcan Nevado del Ruiz, qui a fait quelque 23 000 victimes. L'économie colombienne s'est bien comportée pendant la dernière moitié de 1985, et les prévisions pour 1986 sont positives. Bien que notre commerce avec la Colombie ait subi une baisse en 1985, en raison du programme de restrictions économiques de ce pays, l'augmentation des exportations et le prix élevé de la principale denrée d'exportation colombienne, le café, ont entraîné un assouplissement des restrictions à l'importation. L'ACDI a continué de concentrer ses programmes d'aide en Colombie et au Pérou.

Cône Sud

Dans la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, le président argentin Alfonsín a continué de reconstruire les institutions démocratiques. Le « Plan austral », annoncé en juin 1985, a été perçu comme une tentative audacieuse du gouvernement pour maîtriser l'inflation galopante qui menaçait la structure économique et sociale du pays. Le gouvernement a continué à poursuivre les membres de l'ex-junte militaire pour violations des droits de la personne. L'Argentine a recommencé à jouer un rôle actif en politique étrangère. En ce qui concerne les affaires régionales, on entretient peu d'espoir d'un prochain règlement du litige entre la Grande-Bretagne et l'Argentine au sujet des îles Malouines.

Les relations entre le Canada et l'Argentine ont continué de porter sur une vaste gamme de domaines. Au cours de la première réunion du Comité consultatif mixte Canada-Argentine, qui a eu lieu à Buenos Aires en 1985, on a déterminé un certain nombre de domaines où les deux pays pourraient collaborer. En septembre, le ministre argentin des Affaires extérieures, Dante Caputo, et le secrétaire de l'Énergie, Conrado Storani, ont effectué une visite officielle à Ottawa; puis, en novembre, le ministre d'État responsable de la Commission canadienne de blé, l'honorable Charles Mayer, a visité l'Argentine. D'autres hauts fonctionnaires argentins, dont le secrétaire d'État aux mines, Juan Barrera, feu le ministre des Travaux publics et des Services, Roque Carranza, ont visité le Canada au cours de l'année 1985. Les possibilités commerciales offertes par l'Argentine suscitent un intérêt croissant parmi les firmes canadiennes, comme en témoigne le nombre de missions commerciales qui se sont rendues dans ce pays. En octobre, une foire sur les transferts de technologie, TECHNOCAN, parrainée par le Canada, a été tenue à Buenos Aires, parallèlement à un festival culturel canadien.

En Uruguay, un gouvernement civil, dirigé par le président Julio María Sanguinetti, a poursuivi le processus de restauration des institutions démocratiques après 11 ans de dictature militaire. Les autorités canadiennes et uruguayennes ont continué leurs efforts en vue de renouveler leurs liens et de déterminer des domaines de coopération.

Au Paraguay, le président Alfredo Stroessner a maintenu le contrôle qu'il exerce fermement après 31 ans de pouvoir, même si une opposition au régime commence à se manifester.

Le gouvernement chilien a réussi à contrôler plus ou moins la situation économique difficile du pays en 1985. Pendant cette période, les négociations de l'Accord d'assurance-